



**MINISTÈRES  
TRANSITION ÉCOLOGIQUE  
AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE  
TRANSPORTS  
VILLE ET LOGEMENT**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Secrétariat général**

Direction des affaires financières

Service des achats et du soutien

Sous-direction de l'environnement de travail  
et de l'immobilier opérationnel

Département de l'immobilier opérationnel

Bureau de la maîtrise d'ouvrage opérationnelle

# Cahier des clauses administratives particulières

**Acheteur :**

Ministères de la Transition écologique, de l'Aménagement du territoire, des Transports,  
de la Ville et du Logement  
Secrétariat général  
Direction des affaires financières  
Service des achats et du soutien  
Sous-direction de l'environnement de travail et de l'immobilier opérationnel (SETI)  
Grande Arche – paroi sud  
92 055 La Défense cedex

**Numéro de la consultation :** SG-SAD3-016-25

**Objet de la consultation :** Mise en conformité décret tertiaire du Centre de Valorisation  
des Ressources Humaines de Valenciennes – Étude de faisabilité et rédaction d'un  
programme technique

# Sommaire

1. IDENTIFICATION.....	4
2. OBJET DU MARCHÉ .....	4
3. ALLOTISSEMENT .....	4
4. FORME DU MARCHÉ .....	4
5. DUREE DU MARCHÉ .....	5
6. LIEU D'EXECUTION .....	5
7. DOCUMENTS CONTRACTUELS .....	5
8. MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS .....	5
8.1. Représentation des parties .....	5
a) Représentation de l'acheteur .....	5
b) Représentation du titulaire.....	6
8.2. Conditions d'exécution.....	6
a) Remplacement des intervenants.....	6
b) Délais d'exécution .....	6
8.3. Obligations du titulaire .....	7
a) Obligation de conseil .....	7
b) Obligation d'information .....	7
c) Responsabilité du titulaire .....	7
8.4. Considérations sociales.....	8
8.5. Considérations environnementales .....	8
8.6. Traitement de données à caractère personnel.....	8
8.7. Confidentialité et secret des affaires .....	8
8.8. Conflit d'intérêts .....	9
8.9. Pilotage des prestations.....	9
8.10. Constatation de l'exécution des prestations et admission .....	10
a) Contrôle.....	10
b) Opérations de vérification .....	10
c) Décisions après vérification.....	10
8.11. Garanties.....	10
8.12. Pénalités.....	11
a) Pénalités liées à l'exécution des prestations .....	11
b) Pénalités pour absence ou retard à une réunion .....	11
c) Pénalités liées au traitement de données à caractère personnel .....	11
d) Pénalités liées à la confidentialité et au secret des affaires .....	11
e) Plafonnement des pénalités.....	12
9. REGIME FINANCIER.....	12
9.1. Forme et contenu des prix.....	12
9.2. Actualisation des prix .....	12
9.3. Avance.....	13
9.5. Modalités financières.....	13
a) Utilisation de GEMME.....	13
b) Répartition des paiements.....	13
c) Intérêts moratoires .....	13
9.6. Modalités de facturation .....	14
a) Mentions obligatoires .....	14
b) Taux de TVA.....	15
c) Monnaie.....	15
d) Transmission des factures.....	15
9.7. Modifications financières pour circonstances imprévisibles.....	15
10. DISPOSITIONS DIVERSES .....	16
10.1. Échanges dématérialisés .....	16
10.2. Langue .....	17
10.3. Sous-traitance .....	17
10.4. Propriété intellectuelle .....	17
10.5. Autres obligations administratives.....	17
10.6. Assurances .....	18

10.7. Résiliation.....	19
10.9. Exécution aux frais et risques du titulaire.....	19
10.10. Différends.....	19
10.11. Litiges et contentieux.....	19
11. DEROGATIONS .....	20

## 1. Identification

Le présent marché est porté par :

Ministères de la Transition écologique, de l'Aménagement du territoire, des Transports,  
de la Ville et du Logement  
Secrétariat général  
Direction des affaires financières  
Service des achats et du soutien  
Sous-direction de l'environnement de travail et de l'immobilier opérationnel (SETI)  
Grande Arche – paroi sud  
92 055 La Défense cedex

Il est représenté par le chef du département de l'immobilier opérationnel (SETI3).

## 2. Objet du marché

Le marché a pour objet l'étude de faisabilité et la rédaction d'un programme technique dans la perspective de consultation d'un maître d'œuvre pour la mise en conformité décret tertiaire du site.

Code(s) CPV de la consultation : 71250000 – Service d'architecture, d'ingénierie et de métrage.

## 3. Allotissement

Le marché n'est pas alloti, car la dévolution en lots séparés est de nature à rendre l'exécution plus compliquée : il s'agit pour le futur titulaire de générer une étude de réhabilitation énergétique suivie par un programme technique. Il doit réaliser l'ensemble de la prestation pour que le rendu soit pertinent.

## 4. Forme du marché

Le marché est conclu sous la forme d'un marché global à prix global et forfaitaire.

## 5. Durée du marché

La durée maximale du marché est de 15 (quinze) mois à compter de sa notification.

Le délai d'exécution de chaque phase, y compris la première, débute à compter de la notification d'un ordre de service prescrivant de la commencer.

## 6. Lieu d'exécution

Les prestations ont lieu sur le site du CVRH (Centre de Valorisation des Ressources Humaines) de Valenciennes situé au 11, Rue de Roubaix 59305 Valenciennes.

## 7. Documents contractuels

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG PI, le marché est constitué des éléments contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- l'acte d'engagement et ses annexes financières (seuls les montants HT et TTC globaux sont contractualisés) ;
- le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes ;
- le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- le cas échéant, les actes spéciaux de sous-traitance et leurs actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché.
- l'offre technique du titulaire.

## 8. Modalités d'exécution des prestations

### 8.1. Représentation des parties

#### Représentation de l'acheteur

Dès la notification du marché, l'acheteur désigne une personne physique, habilitée à le représenter auprès du titulaire, pour les besoins de l'exécution du marché. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par l'acheteur en cours d'exécution du marché.

L'acheteur notifie toute modification d'interlocuteur au titulaire.

## b) Représentation du titulaire

Le titulaire désigne une personne physique, habilitée à le représenter auprès de l'acheteur, pour les besoins de l'exécution du marché. Un suppléant sera désigné de la même façon.

Cet interlocuteur et son suppléant sont désignés dès la notification du marché.

Le titulaire est tenu d'informer, sans délai, l'acheteur de toute modification d'interlocuteur désigné.

## 8.2. Conditions d'exécution

### Remplacement des intervenants

Pendant toute la durée d'exécution du marché, l'acheteur se réserve le droit de demander le remplacement motivé d'un ou de plusieurs intervenants du titulaire. De même, le titulaire peut proposer le remplacement d'un ou de plusieurs de ses intervenants.

Le remplaçant est soumis à l'approbation de l'acheteur. Tout refus sera motivé.

Le titulaire procède alors au remplacement des intervenants dans un délai de 15 jours à compter de la demande ou de la proposition de remplacement.

En aucun cas, le remplacement du personnel ne pourra justifier une augmentation du montant des prestations.

Dans le cas où le titulaire s'est engagé sur l'intervention d'une personne physique nommément désignée et que celle-ci n'est plus en mesure d'accomplir cette tâche, il doit en informer sans délai l'acheteur. Dans les 30 jours suivants cette notification à l'acheteur, le titulaire doit communiquer à l'acheteur le nom et le *curriculum vitae* d'un remplaçant disposant de compétences au moins équivalentes. Le remplaçant est réputé accepté si l'acheteur ne le récuse pas dans un délai de 30 jours à compter de la réception de cette proposition du titulaire. Si, dans ce délai, l'acheteur récuse le remplaçant de manière motivée, le titulaire dispose d'un nouveau délai de trente jours pour proposer un autre remplaçant.

A défaut de proposition de remplaçant par le titulaire ou en cas de trois récusations successives motivées par l'acheteur, le marché peut être résilié pour faute du titulaire.

## b) Délais d'exécution

Les délais d'exécution sont fixés dans le cahier des clauses techniques particulières, article 4.1 :

DÉLAIS DE REMISE PAR PHASE		
PHASE 1	4 semaines	REMISE DU RAPPORT DE CADRAGE
PHASE 2	6 semaines	ÉTUDE PROVISOIRE (PRÉPROGRAMME ET FAISABILITÉ)

PHASE 3	4 semaines	ÉTUDE CONSOLIDÉE (PRÉPROGRAMME ET FAISABILITÉ)
PHASE 4	4 semaines	ÉTUDE DÉFINITIVE (PRÉPROGRAMME ET FAISABILITÉ)
PHASE 5	4 semaines	PROGRAMME GÉNÉRAL PROVISOIRE
PHASE 6	2 semaines	PROGRAMME GÉNÉRAL DÉFINITIF

Par dérogation à l'article 13.1 du CCAG, le point de départ du délai d'exécution de la phase 1 est fixé à la date de notification de l'ordre de service (OS) prescrivant de débiter la phase 1. Par la suite, chaque phase débutera par un OS.

### **8.3. Obligations du titulaire**

#### **Obligation de conseil**

Le titulaire du marché est tenu à une obligation permanente de conseil et de mise en garde, relative aux matériels, logiciels et prestations fournies à l'acheteur. Dans l'hypothèse où le titulaire ne respecte cette obligation, il ne saurait se prévaloir d'une incohérence dans le marché pour s'exonérer de ses obligations contractuelles.

Ce devoir de conseil s'exerce tout au long de l'exécution des prestations, sur tout point lié à l'objet du marché qui pourrait faire l'objet de propositions d'optimisation, et, de ce fait, à la réduction des coûts.

#### **b) Obligation d'information**

Le titulaire est tenu de signaler à l'acheteur tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution des prestations.

#### **c) Responsabilité du titulaire**

Le titulaire est tenu de mettre en œuvre, dans le cadre des missions qui lui sont confiées, tous les procédés et moyens lui permettant de réaliser les prestations conformément aux spécifications du cahier des charges. Pour les prestations qui lui incombent, le titulaire doit strictement respecter les délais, les coûts et les niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant le marché. Les prestations doivent être conformes aux prescriptions de l'ensemble des normes homologuées ou à toute norme européenne équivalente. Cette disposition vaut non seulement pour les normes en vigueur au jour de la passation du marché mais également pour toutes les nouvelles normes qui deviendraient effectives en cours d'exécution du marché.

### **8.4. Considérations sociales**

Le présent marché public ne comprend pas de considérations sociales.

### **8.5. Considérations environnementales**

Le titulaire favorise la dématérialisation pour la mise en œuvre et la communication des livrables en mettant en place un espace de travail partagé pour les échanges d'information et de documentation.

Il veillera à optimiser les déplacements et à utiliser les transports en commun lorsque cela est possible.

### **8.6. Traitement de données à caractère personnel**

En application de l'article 5-2 du CCAG PI, et d'une façon générale le titulaire est responsable du traitement des données personnelles qu'il réalise pour son propre compte et le maître d'ouvrage est responsable du traitement des données personnelles qu'il communique au titulaire qui doit en assurer la confidentialité et la sécurité dans les conditions particulières définies dans le contrat.

L'exécution du présent marché ne requérant pas pour le titulaire l'accès à des données personnelles détenues par le maître d'ouvrage ni le traitement de telles données, il n'est donc pas prévu de dispositions particulières à cet effet.

Toutefois, si en cours d'exécution du marché, le titulaire devait avoir accès à de telles données ou en assurer le traitement, il devra en alerter le maître d'ouvrage afin de convenir ensemble des mesures particulières nécessaires à la protection de ces données dans le respect des exigences du règlement de l'Union européenne 2016/679 du 27/04/2016.

En cas de carence du titulaire dans son devoir d'alerte, il sera fait application de la pénalité prévue à l'article relatif aux pénalités liées au traitement de données à caractère personnel du présent CCAP.

### **8.7. Confidentialité et secret des affaires**

Le titulaire met en œuvre les moyens appropriés afin de garder confidentiels les informations, les documents et les objets auxquels il a accès lors de l'exécution du marché, sans qu'il soit besoin d'en expliciter systématiquement le caractère confidentiel.

Ces informations, documents ou objets ne peuvent être, sans autorisation expresse de l'acheteur, divulgués, publiés, communiqués à des tiers ou être utilisés directement par le titulaire, hors du marché ou à l'issue de son exécution.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces obligations à l'ensemble de son personnel, le cas échéant à ses sous-traitants et fournisseurs.

L'acheteur peut demander, à tout moment, au titulaire, de lui retourner les éléments ou supports d'informations confidentielles qui lui auraient été fournis, sans en conserver aucune copie ou trace.

La violation de l'obligation de confidentialité par le titulaire peut entraîner la résiliation du marché aux torts du titulaire.



Le présent marché commande des prestations concernées par la propriété intellectuelle. Dès lors, de par l'objet-même du marché, le titulaire peut être amené à connaître du secret des affaires de tiers lors de l'exécution.

Dans ce cadre, il ne peut divulguer les données et informations couvertes par le secret des affaires dont il aurait connaissance pendant la durée d'exécution du marché. Dans l'hypothèse où il aurait connaissance de telles informations, il s'engage à mettre en œuvre l'ensemble des moyens nécessaires afin de réduire les risques de divulgation, notamment au moyen d'engagements de confidentialité individuels, de cloisonnement organisationnel et de paramétrage des droits d'accès.

Cette interdiction ne prend pas fin à l'issue du marché.

Le titulaire consent, en application de l'article L. 151-5 du code de commerce, à ce que tous les documents de son offre et ceux liés à l'exécution du marché puissent être divulgués par l'acheteur à un tiers, à la condition que cette divulgation s'avère nécessaire, notamment pour les besoins d'une mission de conseil ou d'assistance à maîtrise d'ouvrage, de contrôle des prestations réalisées ou en cas de passation d'un marché de substitution.

L'acheteur s'engage, le cas échéant, à obtenir de ce tiers toutes les assurances nécessaires quant à la mise en œuvre par ce dernier et ses éventuels sous-traitants de mesures effectives de protection des informations couvertes par le secret des affaires.

#### **8.8. Conflit d'intérêts**

Tout au long de l'exécution du marché, le titulaire est tenu de déclarer sans délai à l'acheteur toute situation de nature à constituer un conflit d'intérêts.

#### **8.9. Pilotage des prestations**

Le pilotage des prestations est réalisé au travers de réunions régulières entre le représentant de l'acheteur et le titulaire. Une réunion de démarrage au lancement du marché est prévu, ainsi que des réunions à chaque fin de phases, comme indiqué à l'article 4.2 du CCTP.

L'acheteur se réserve le droit d'organiser des réunions à chaque fois qu'il l'estime nécessaire à la bonne exécution des prestations.

Le prix de ces réunions est inclus dans le prix du marché.

#### **8.10. Constatation de l'exécution des prestations et admission**

##### **Contrôle**

Les opérations de contrôle sont effectuées en application de l'article 28 du CCAG PI.

## b) Opérations de vérification

Les opérations de vérification sont effectuées en application du CCAG PI.

## c) Décisions après vérification

Les décisions après les opérations de vérification sont effectuées en application de l'article 29 du CCAG PI, et notamment l'admission, l'ajournement, la réfaction ou le rejet des prestations.

### **8.11. Garanties**

Les prestations font l'objet de la garantie prévue au CCAG PI.

### **8.12. Pénalités**

Conformément à l'article 14.1 du CCAG PI, lorsque l'acheteur envisage d'appliquer des pénalités de retard, il invite, par écrit, le titulaire à présenter ses observations dans un délai de quinze jours.

Pour toutes les autres pénalités, elles s'appliquent sans qu'une mise en demeure préalable ne soit nécessaire.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG PI, le titulaire n'est exonéré d'aucune pénalité.

## a) Pénalités liées à l'exécution des prestations

### Pénalités de retard :

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG PI, lorsque les délais contractuels d'achèvement des missions prévus dans le CCTP sont dépassés du fait du titulaire, celui-ci encourt sans mise en demeure préalable une pénalité journalière de 500 euros par jour calendaire.

Ces pénalités seront appliquées pour chaque phase, dont les délais sont détaillés dans la partie 9.2.b du présent document.

## b) Pénalités pour absence ou retard à une réunion

Toute absence non justifiée à une réunion programmée ou retard de plus de 20 minutes fait l'objet d'une pénalité forfaitaire de 500 euros.

## Pénalités liées au traitement de données à caractère personnel

En cas de violation de l'obligation liée au traitement des données à caractère personnel, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire d'un montant de 1000 euros.

#### d) Pénalités liées à la confidentialité et au secret des affaires

En cas de violation de cette obligation, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire d'un montant de 1000 euros par information divulguée en méconnaissance du secret des affaires, ainsi que, en cas de manquement grave ou répété, la résiliation du marché à ses torts.

#### e) Plafonnement des pénalités

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG PI, le montant des pénalités de retard n'est pas plafonné.

## 9. Régime financier

### 9.1. Forme et contenu des prix

Le prix forfaitaire est détaillé dans le cadre de décomposition du prix global forfaitaire annexé à l'acte d'engagement.

Les prix sont réputés comprendre tous les frais afférents à la bonne exécution des prestations. Aucun frais supplémentaire ne sera pris en compte.

Les prix sont établis sur la base des conditions économiques en vigueur au mois  $M_0$ . Par dérogation à l'article 10.1.2 du CCAG PI, ce mois correspondant au mois de la date limite de remise des offres.

Les prix sont calculés taxe sur la valeur ajoutée (TVA) en sus au taux en vigueur au moment de la réalisation des prestations.

### 9.2. Actualisation des prix

Conformément aux articles R.2112-9 à R.2112-11 du code de la commande publique, les prix sont définitifs, fermes et actualisables.

Il est prévu que :

- le prix est actualisé si un délai supérieur à trois mois s'écoule entre la date à laquelle le candidat a fixé son prix dans l'offre et la date de début d'exécution des prestations qui correspond à la date de notification de l'OS de la phase 1 ;
- le prix du présent marché est réputé établi à la date limite de remise des offres, qui équivaut au mois zéro ;

- l'actualisation se fait aux conditions économiques correspondant à une date antérieure de trois mois à la date d'effet de l'acte portant commencement d'exécution des prestations ;
- l'indice de référence I pour l'actualisation est l'indice d'ingénierie dont l'identifiant INSEE est ING sur le site [www.indices.insee.fr](http://www.indices.insee.fr) ;
- la formule d'actualisation du prix est la suivante :  $P_r = P_0 \times (Id-3 / Io)$ , dans laquelle :
  - **Io et Id-3** sont les valeurs prises respectivement au mois zéro et au mois (d - 3) par l'index de référence I, sous réserve que le mois de la date d'effet de l'acte qui emporte commencement d'exécution du marché soit postérieur de plus de 3 mois au mois zéro ;
  - **P<sub>0</sub>** est le prix ferme mentionné dans l'annexe financière ;
  - **P<sub>r</sub>** est le prix de règlement.

### 9.3. Avance

Le taux de l'avance est de 5% ou, le cas échéant, de 30 % pour les petites et moyennes entreprises du montant initial du marché toutes taxes comprises. Ce taux est calculé selon les modalités de l'article R. 2191-6 et suivants du code de la commande publique.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le taux et les conditions de versement de l'avance ne peuvent être modifiés en cours d'exécution du marché.

Le délai de versement de l'avance court à compter de la notification du marché.

Le remboursement de l'avance est effectué selon les modalités de l'article R.2191-11 et suivants du code de la commande publique.

### 9.5. Modalités financières

#### a) Utilisation de GEMME

Le calcul des décomptes et des acomptes est effectué par le système de gestion et d'exécution des marchés du ministère (GEMME) sur lequel le titulaire du marché peut obtenir toute information souhaitée auprès du maître d'œuvre.

Pour la bonne utilisation de ce système, il est dérogé à l'article 11 du CCAG PI dans les conditions suivantes : la demande de paiement est transmise par l'acheteur au titulaire, sur la base du montant des prestations, justifié par le titulaire, et accepté préalablement par l'acheteur, établi conformément aux stipulations du marché, hors TVA.

Le titulaire pourra alors déposer sa facture, conformément à l'article 10.5 du présent document.

#### b) Répartition des paiements

La périodicité des acomptes est fixée à **un mois**.

La demande d'acompte et son versement s'effectuent dans le cadre des articles R.2191-20 et suivants du code de la commande publique et sur la base des prestations qui ont donné lieu à un commencement d'exécution.

### c) Intérêts moratoires

Les sommes dues sont payées conformément aux dispositions de l'article L.2192-10 du code de la commande publique.

Le délai de paiement est fixé à 30 jours pour l'Etat et ses établissements publics ou 50 jours maximum pour les établissements publics de santé et les établissements du service de santé des armées). La date de début du délai est déterminée selon les modalités de l'article R.2191-12 et suivants du code de la commande publique.

Lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'expiration du délai de paiement, le titulaire a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 et suivants et R.2192-31 à R.2192-36 du code de la commande publique.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. Ils courent à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse et sont calculés sur le montant total du paiement toutes taxes comprises, diminué des éventuelles retenues de garantie, clauses d'actualisation, de révision et des pénalités.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq jours suivant la mise en paiement du principal.

### 9.6. Modalités de facturation

Le paiement est effectué sur demande de paiement émise par le titulaire et après constatation du service fait par l'acheteur.

### Mentions obligatoires

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures comprennent les mentions suivantes :

Le numéro EJ Chorus et la date de notification du marché,

- L'adresse de facturation,
- Le code exécutant : **FAC9450075**,
- La dénomination sociale et l'adresse du titulaire,
- Les références du compte bancaire,

- Le montant total HT,
- Le taux et le montant de la TVA,
- Le montant total TTC,
- Le numéro et la date de la facture,
- L'identification du représentant fiscal de l'émetteur de la facture.

Sans les mentions obligatoires précitées, la facture sera rejetée et le délai de la demande de paiement suspendu, après notification au titulaire par courriel et jusqu'à régularisation des mentions de la facture par le titulaire du marché.

#### b) Taux de TVA

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du code général des impôts.

#### c) Monnaie

L'unité monétaire qui s'applique est l'Euro.

#### d) Transmission des factures

Toutes les demandes de paiement devront être transmises de manière dématérialisée, depuis le portail « <https://chorus-pro.gouv.fr/> ».

Ce portail permet notamment d'accéder au kit de communication destiné aux fournisseurs. Celui-ci explique les modalités pratiques de dématérialisation des factures.

Les demandes de paiement dématérialisées doivent également préciser, en plus des mentions énumérées au présent article relatif aux modalités de facturation du présent CCAP, le numéro EJ Chorus de référence et le code service exécutant (FAC9450075). En l'absence de ces deux derniers éléments, la facture pourra être rejetée par l'acheteur. L'obligation de mentionner ces deux éléments s'applique tant aux titulaires qu'aux sous-traitants admis au paiement direct.

Le n° d'EJ est communiqué par l'acheteur au moment de la notification du marché.

### 9.7. Modifications financières pour circonstances imprévisibles

Lorsque des circonstances imprévisibles et extérieures aux parties surviennent en cours d'exécution, les parties peuvent convenir d'une modification des clauses financières, si celle-ci est nécessaire à la poursuite de l'exécution, dans les conditions prévues à l'article R.2194-5 du CCP. Une telle modification n'est qu'une faculté pour l'acheteur.

S'il envisage de modifier le contrat pour tenir compte des surcoûts engendrés par les circonstances imprévisibles, l'acheteur se fonde sur les justifications financières précises que lui apporte le titulaire.

Seules peuvent être prises en compte les circonstances produisant un effet réel et certain sur l'exécution du marché, la présente clause n'ayant pas pour objet de compenser des surcoûts dont la survenance n'est qu'hypothétique.

A l'appui de toute demande tendant à la modification des conditions financières du présent marché, le titulaire doit :

- Adresser un mémoire en réclamation à l'acheteur démontrant l'existence d'une circonstance imprévisible au sens de l'article R.2194-5 du CCP ;
- Justifier son prix de revient initial, tel qu'envisagé à la date de remise de son offre, et, par conséquent, sa marge bénéficiaire ainsi que les éventuelles provisions pour risques intégrées dans son prix ;
- Fournir tout document de nature comptable (bilans, factures, ...) ou contractuelle (notamment les contrats de fournitures ou de sous-traitance), attestant de la réalité et de l'étendue des surcoûts supportés depuis la survenance de l'évènement imprévisible, pour l'exécution du présent marché.

L'acheteur vérifie la réalité et la sincérité de ces documents et décide de la suite à donner à la demande du titulaire.

**En cas d'acceptation de la demande par l'acheteur, les modifications apportées aux prix, aux tarifs ou aux clauses d'évolution des prix, font l'objet d'un avenant signé par les deux parties.**

La durée de cet avenant est strictement limitée à la durée des circonstances imprévisibles. Celle-ci peut éventuellement être prolongée dans les conditions définies dans l'avenant.

L'avenant conclu sur le fondement du présent article précise, via une clause de rendez-vous, les conditions dans lesquelles, en fin d'exécution du marché, l'acheteur et le titulaire déterminent le montant définitif de la compensation des surcoûts anormaux réellement subis par le titulaire.

Ainsi, si le montant des compensations excède le montant des pertes, le titulaire est alors redevable de la différence. Le montant correspondant est alors récupéré par l'acheteur / le bénéficiaire :

- Soit par précompte sur les factures restant à émettre par le titulaire ;
- Soit par avoir, récupéré sur les montants restant à régler ou à défaut récupéré au moyen d'un titre de recouvrement.

## 10. Dispositions diverses

### 10.1. Échanges dématérialisés

L'acheteur notifie au titulaire les décisions ou informations qui font courir un délai, par tout moyen dématérialisé (profil acheteur PLACE ou adresse électronique mentionnée dans les documents particuliers du marché) permettant de déterminer de façon certaine la date et, le cas échéant, l'heure de sa réception.

### 10.2. Langue

Tous les documents remis par le titulaire sont rédigés en langue française.

Dans le cas où le titulaire ne peut délivrer un document en langue française, il le fournit, à sa charge, accompagné d'une traduction en français.

### 10.3. Sous-traitance

L'acceptation des sous-traitants et l'agrément de leurs conditions de paiement sont soumis aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

La sous-traitance totale des prestations est interdite.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'acheteur, le titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 ou équivalent (téléchargeable sur : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat> )

Cet acte mentionne : la nature des prestations sous-traitées envisagée, le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant, le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant, les conditions de paiement prévues et le cas échéant les modalités de variation de prix, les capacités financières et professionnelles du sous-traitant.

L'acheteur doit accepter ou refuser le sous-traitant et agréer ses conditions de paiement. Passé un délai de 21 jours à compter de la remise du DC4 et, le cas échéant, de la remise de l'exemplaire unique pour nantissement (ou du certificat de cessibilité), l'acheteur est réputé avoir accepté le sous-traitant et agréé les conditions de paiement.

### 10.4. Propriété intellectuelle

L'acheteur doit être en mesure d'exploiter les livrables obtenus lors de son exécution (résultats, connaissances antérieures et connaissances antérieures standards) pour répondre à ses objectifs tels que décrits dans le CCTP.

Le Ministère devient propriétaire des documents produits et jouit d'une capacité de libre utilisation des résultats selon l'article 35.1 du CCAG PI.



## 10.5. Autres obligations administratives

Le titulaire est tenu de notifier sans délai à l'acheteur les modifications survenant en cours d'exécution et notamment celles qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement ;

De façon générale, toutes les modifications importantes de fonctionnement concernant le titulaire et pouvant influencer sur le déroulement du marché doivent être notifiées à l'acheteur.

En cas de manquement, l'acheteur ne saurait être tenu pour responsable des conséquences pouvant en découler, et notamment des retards de paiement.

Le titulaire met à disposition tous les six mois, à partir de la notification, jusqu'à la fin de l'exécution, les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 ou D.8254-2 à D.8254-5 du code du travail.

## 10.6. Assurances

D'une manière générale, le titulaire assume les risques et responsabilités découlant des lois, règlements et normes en vigueur.

À ce titre et en dérogation à l'article 30 du CCAG PI, le titulaire répond des responsabilités et garanties résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-2, 1792-3 et 1792-4 du code civil.

Le titulaire assume la responsabilité de l'exécution des prestations et des dommages qu'il cause à l'acheteur en cas d'inexécution.

Il est responsable des dommages que l'exécution des prestations peut engendrer : à son personnel, aux agents de l'acheteur ou à des tiers ; à ses biens, aux biens appartenant à l'acheteur ou à des tiers.

Le titulaire doit être couvert par un contrat d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il pourrait encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels engendrés lors de l'exécution des prestations, objet du présent marché.

Il s'engage à remettre, sur simple demande écrite, à l'acheteur, une attestation de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie.

Le titulaire s'engage à informer expressément l'acheteur de toute modification de son contrat d'assurance.

Les sous-traitants doivent fournir les mêmes documents que le titulaire.

En cas de couverture insuffisante ou d'absence de couverture du titulaire (ou de l'un de ses sous-traitants), le Maître d'Ouvrage se réserve le droit d'exiger de sa part la souscription d'une assurance complémentaire dont le coût sera à la charge du titulaire. Le non-respect de ces obligations en cours d'exécution du marché peut entraîner la résiliation de plein droit du marché par le maître d'ouvrage.

#### **10.7. Résiliation**

L'acheteur peut résilier le marché public dans les cas prévus aux articles L.2195-1 à L.2195-6 du code de la commande publique.

Conformément à l'article 22 du CCAG PI, le marché public peut être résilié à l'issue de chacune des phases techniques définies dans la partie 4 du CCTP.

Le marché public peut être résilié conformément aux dispositions des articles 36 à 42 du CCAG PI.

#### **10.9. Exécution aux frais et risques du titulaire**

Le cas échéant, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations, aux frais et risques du titulaire et dans les conditions prévues au CCAG PI.

#### **10.10. Différends**

L'acheteur et le titulaire s'efforcent de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du présent marché public ou à l'exécution des prestations.

En cas de différend, les acheteurs et le titulaire peuvent recourir au comité consultatif de règlement amiable compétent ou au médiateur des entreprises des différends relatifs aux marchés publics conformément aux dispositions des articles R.2197-1 à R.2197-24 du code de la commande publique.

#### **10.11. Litiges et contentieux**

L'acheteur et le titulaire s'efforcent de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du présent marché public ou à l'exécution des prestations.

Conformément aux dispositions des articles R.2197-1 à R.2197-24 du code de la commande publique et à l'article 55 du CCAG PI, lorsque l'acheteur et le titulaire ne parviennent pas à régler le différend à l'issue d'une procédure de réclamation, ils privilégient le recours à un comité consultatif de règlement à l'amiable, à la conciliation, à la médiation, notamment auprès du médiateur des entreprises, ou à l'arbitrage, dans les hypothèses et les conditions prévues par le code de la commande publique.

#### **Recours au médiateur :**

Lorsque l'acheteur et le titulaire ne parviennent pas à régler le différend à l'issue d'une procédure de réclamation, les parties ont notamment la possibilité de saisir le médiateur interne désigné au sein des Ministères en charge de l'Aménagement du Territoire et de la Transition Écologique (MATTE).

À cet effet, la médiatrice interne du MATTE, indépendante de la fonction achats, peut être contactée à l'adresse suivante :

mediateur@developpement-durable.gouv.fr

Pour plus d'informations : lien vers le site internet du ministère : <https://www.ecologie.gouv.fr/nos-engagements-faveur-entreprises>

En cas de recours à la médiation interne, les délais de recours contentieux sont interrompus et les prescriptions sont suspendues à compter de la date d'acceptation des deux parties, conformément au code de justice administrative.

Les constatations du médiateur et les déclarations des parties recueillies par ses soins dans le cadre de la médiation restent confidentielles, de même que l'accord qui en résulte, sauf nécessité liée à sa mise en œuvre.

Les délais de recours contentieux et les prescriptions, pour une durée qui ne peut être inférieure à six mois, recommencent à courir à compter de la date à laquelle soit l'une des parties, soit le médiateur, notifie à l'ensemble des parties et au médiateur que la médiation est terminée.

Le présent marché est régi par le droit français.

Au cas où aucun accord amiable ne pourrait être trouvé entre les parties, le litige éventuel sera soumis au tribunal administratif compétent. L'instance chargée des procédures de recours est le :

Tribunal administratif de Cergy-Pontoise  
2-4 boulevard de l'Hautil 95027 CERGY PONTOISE Cedex.  
téléphone : 01.30.17.34.00 / télécopie : 01.30.17.34.59  
email : [greffe.ta-cergy-pontoise@juradm.fr](mailto:greffe.ta-cergy-pontoise@juradm.fr)

## 11. Dérogations

Article du CCAP concerné	Article du CCAG PI dérogé
7	4.1
9.2 b)	13.1
9.12	14.01.03
9.12 a)	14.1
9.12 d)	14/01/02
10.1	10.1.2
10.4	11
11.6	30